

Résister Contre-attaquer

Retraites, sécurité sociale, temps de travail, salaires, contrat de travail, droit de grève... Le patronat et la droite s'emploient à liquider méthodiquement les avancées sociales obtenues par des décennies de luttes. Comment résister à cette offensive ?

Le pouvoir à l'offensive

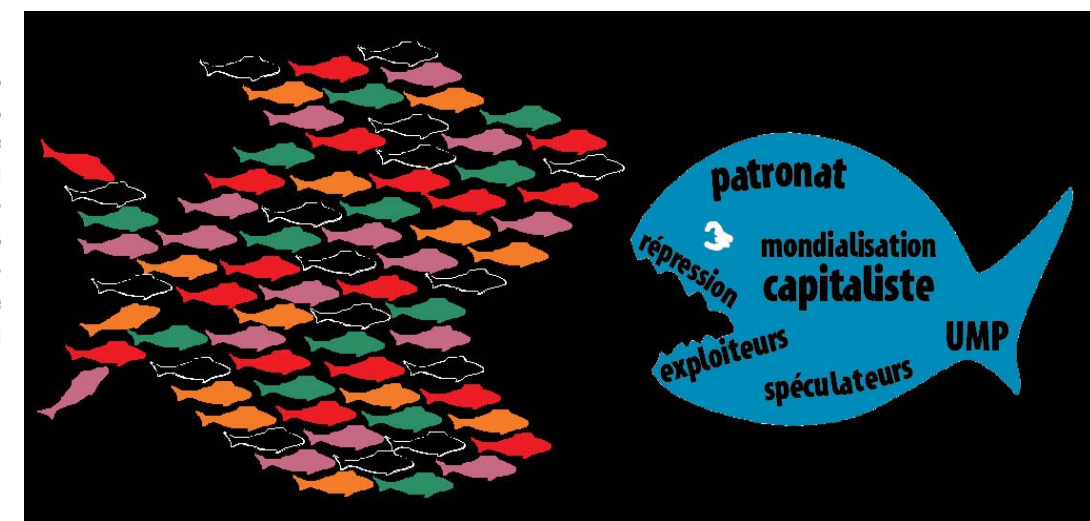
Un coup de barre à droite s'est effectué lors des élections de 2007. La droite de Sarkozy affiche sans complexe ses liens avec le grand patronat et son mépris pour les classes populaires. Le début de mandat de Sarkozy n'a ainsi été qu'une longue série de cadeaux aux plus riches et de démolition de nos acquis sociaux.

Pour mieux faire oublier sa politique antisociale, le gouvernement essaie de nous opposer les uns aux autres en encourageant le racisme, le sexisme, en opposant salarié-e-s du public et du privé, actifs et retraité-e-s etc.

Face à ces attaques sans précédents, la gauche parlementaire n'a d'opposition que la posture. Complètement ralliée au libéralisme, elle ne fait que critiquer à la marge ces attaques.

Des résistances à l'alternative

Pourtant, malgré l'intransigeance du patronat et du gouvernement, nombreux



**Nous ne
sommes
pas
résigné-e-s !**

sont celles et ceux qui veulent se battre, ne pas se résigner au chacun pour soi et aux défaites. Ainsi, il y a aujourd'hui des luttes dans les entreprises, dans les quartiers, contre la baisse du pouvoir d'achat, les licenciements, les discriminations etc. Mais pour rendre coup pour coup au patronat et à la droite, il faut qu'émerge de ces résistances une alternative au capitalisme.

Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire

Les multiples crises actuelles - qu'elles soient financières, économiques, énergétiques, alimentaires, écologiques - montrent que ce système est de plus en plus fou et qu'il ne peut empêcher ces crises, jetant toujours plus de travailleuses et de travailleurs dans la précarité et l'exclusion.

C'est pourquoi nous pensons que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire,

comme essaient de nous en persuader les libéraux. Nous pensons que la révolution est toujours une question actuelle et qu'il faut être organisés politiquement pour construire et défendre un projet de société alternatif au capitalisme.

Quelle alternative?

Pour changer cette société, nous développons une stratégie basée sur les luttes sociales, indépendantes des intérêts politiques, et un projet de société que nous qualifions de " communiste libertaire ".

Ce projet, ce n'est pas une utopie que nous remettons à un hypothétique " grand soir ", il repose sur deux grands axes : la démocratie directe (le contrôle et la révocabilité des élu-e-s entre autres), la socialisation de l'économie (la direction des entreprises aux mains des travailleuses et des travailleurs). Ces orientations nous guident dans les luttes actuelles. Pour rompre avec leur société inégalitaire et anti-démocratique, construisons l'alternative libertaire !

Un front social pour l'égalité et la solidarité

Tous ensemble contre le patronat et la droite : pas qu'un slogan !

Le patronat, le gouvernement et les médias racontent que la lutte des classes n'existe plus, mais ils sont les premiers à essayer de nous exploiter toujours plus, baisser nos salaires ou augmenter notre temps de travail. Pour renverser la balance dans ce conflit permanent engagé par les classes possédantes contre les travailleuses et les travailleurs, on ne peut pas s'en sortir seul-e-s : il faut s'organiser.

S'organiser pour lutter et s'émanciper

On ne peut pas combattre le capitalisme simplement sur le terrain des idées, alors que les classes possédantes ont des médias de masse et des outils de répression à leur solde, ni en remettant son avenir entre les mains d'un parti politique, quel qu'il soit.

Au contraire, c'est seulement quand les salarié-e-s, les chômeur-se-s et la jeunesse prennent directement leur destin en main qu'ils changent leur situation. La grève reste ainsi le meilleur moyen de gagner sur nos revendications. Nous sommes les plus nombreux-se-s, il nous reste à prendre conscience de notre force collective. Et c'est justement en se regroupant et en agissant ensemble que cette prise de conscience se produit.

Dans les entreprises, le syndicalisme est un outil essentiel pour lutter et organiser des mobilisations d'envergure. Il est donc prioritaire aujourd'hui de renforcer les organisations syndicales, mais aussi de débattre des stratégies portées par celles-ci.

Une alternative aux journées d'action

L'année 2007-2008 a été marquée par de nombreux conflits sociaux d'envergure : luttes à la

SNCF, à la RATP et dans les universités à l'automne 2007, dans les lycées et aux impôts au printemps 2008, luttes pour la régularisation des sans-papiers etc. A cela il faut rajouter de nombreuses luttes dans les entreprises pour des augmentations de salaires, contre les licenciements et les délocalisations. Ces conflits montrent que de nombreuses salarié-e-s veulent se battre et refusent de se résigner.

Mais la plupart de ces luttes se sont soldées par des défaites. Les "journées d'action" se sont succédées, les conflits catégoriels n'ont pas réussi à obtenir un soutien significatif de la population ou à converger avec d'autres luttes. Ces limites posent concrètement la question des outils de résistance à opposer aux attaques du patronat et du gouvernement. Or, organiser la mobilisation, le soutien, les convergences devrait être le rôle des organisations syndicales. Et s'il est incontestable que beaucoup d'équipes syndicales ont en général fait leur possible pour mobiliser les salarié-e-s, on ne peut pas en dire autant des directions des confédérations syndicales.

Une fois qu'on a tiré ce constat, il serait facile de se borner à dénoncer les directions des confédérations syndicales. Ce n'est pas notre choix, nous faisons au contraire celui de l'action syndicale.

Reconstruire un syndicalisme de lutte

Les organisations syndicales sont toutes traversées, à des degrés plus ou moins importants, d'un côté par des inclinations au compromis social et à la bureaucratisation, de l'autre à l'action de terrain et à la démocratie interne. C'est cette deuxième option que nous défendons : un syndicalisme de lutte.

Le syndicalisme de lutte doit être interprofessionnel et unitaire : il doit favoriser la jonction entre les secteurs public et privé, organiser le soutien et populariser les luttes menées par les salarié-e-s d'une profession ou d'une entreprise. Il doit affirmer son indépendance vis-à-vis de l'État, des institutions, des partis politiques et se doter d'une stratégie de luttes basée sur l'intervention directe des salarié-e-s. Enfin, il doit respecter la démocratie interne et le contrôle du syndicat par ses adhérent-e-s.

Mettre en valeur cette conception du syndicalisme n'a rien d'évident. Il semble illusoire aujourd'hui d'espérer pouvoir regrouper tous les militant-e-s se reconnaissant dans ce type de syndicalisme au sein d'une même organisation syndicale. La création d'espaces communs d'action et de débat regroupant des syndicalistes de différents horizons favoriserait l'émergence d'une alternative à l'intégration du syndicalisme à la bonne marche du capitalisme, une alternative qui donnerait du sang neuf au syndicalisme de lutte.

L'énergie déployée par l'État pour réprimer les mouvements sociaux et favoriser le renforcement d'un syndicalisme électoraliste et cogestionnaire (voir les nouvelles règles de représentativité syndicale) est la preuve que le syndicalisme de lutte continue d'inquiéter le patronat. Donnons-lui raison : construisons l'alternative syndicale !

la lutte des sans papiers

Les sans papiers se situent certainement dans les catégories les plus exposées aux attaques du pouvoir et les plus exploitées par les capitalistes. Des luttes d'ampleur pour les droits des sans-papiers se sont développées récemment. D'abord au sein de réseaux de soutien comme RESF (Réseau éducation sans frontières), puis par la grève des sans-papiers pour leur régularisation.

AL est investie dans ces luttes et milite pour la régularisation de toutes les sans-papiers, mais aussi pour la liberté de circulation des personnes. Cette liberté, c'est le seul moyen d'en finir avec la xénophobie et l'exploitation des travailleuses et des travailleurs immigrés.

l'écologie

La surexploitation des ressources, les guerres impérialistes qui les accompagnent, et au final le péril écologiste qui pèse sur l'humanité montrent bien où nous mène le système capitaliste. Et les mesurerettes du Grenelle de l'environnement ne servent que de caches misères face à la profondeur des problèmes. Face à ce défi, une redistribution internationale des richesses s'impose. Mais il faut aussi rompre définitivement avec les modes capitalistes de production et de consommation qui ruinent la planète.

Sectes, religions, superstitions

Matérialistes, rationalistes ou simplement athées, les communistes libertaires refusent toute emprise des religions sur la société. Nous entendons la laïcité comme l'éviction des religions des affaires publiques. Si nous dénonçons les religions, nous ne stigmatisons pas les croyants individuellement. C'est en prenant leur destin en main, en revendiquant pour aujourd'hui l'amélioration de leur sort, sans attendre un Paradis dont la prière leur donnerait la clef, que les travailleurs et travailleuses sont amenés à s'éloigner des superstitions et de croyances archaïques. Nous avons dans ce sens participé à la création du collectif contre la venue du pape en France en septembre 2008.

le sécuritaire

Multiplications de fichiers informatiques pour contrôler les populations, vidéosurveillance, fichage ADN des militant-e-s... Le système fonctionne sur la peur de l'autre et les moyens technologiques actuels sont utilisés dans ce sens à tour de bras. Attaché-e-s aux libertés individuelles et collectives, nous sommes partie prenante des mobilisations visant à refuser et dénoncer ce "tout sécuritaire" et faire reculer Big Brother, comme par exemple à travers le collectif contre le fichier EDVIGE.

Discriminations

Sexisme, racisme, homophobie,... les nombreuses discriminations qui traversent notre société sont autant d'affronts à l'égalité que nous souhaitons. Pour combattre ces dominations qui ont des conséquences bien concrètes dans la vie de millions de personnes, il faut agir maintenant par exemple pour l'égalité des salaires, des droits civiques ou pour le droit à l'avortement. C'est la condition nécessaire pour construire une société débarrassée de ces discriminations.

l'internationalisme

Le capitalisme s'est construit à l'échelle mondiale. Une stratégie de lutte de classe serait donc impensable si elle se limitait à un seul pays. Les mouvements sociaux ont donc tout intérêt à développer des convergences internationales. L'internationalisme est un combat primordial et AL entretient dans ce sens des liens et des échanges directs avec les organisations communistes libertaires du reste de la planète.

Toutes les initiatives d'AL, le détail de nos positions et nos textes de références sur www.alternativelibertaire.org

Agir pour changer la société

Pour nous contacter

AU NIVEAU FÉDÉRAL :
Alternative libertaire,
BP 295,
75921 Paris cedex 19
www.alternativelibertaire.org

AU NIVEAU LOCAL :
Presque tous les collectifs disposent
d'une adresse e-mail composée ainsi :
"nom de la ville"@alternative
libertaire.org

BRETAGNE

Rennes, AL c/o L'Archipel, 1 rue Anatole-
France, 35000 Rennes (rennes@)
Finistère (Brest, Quimper,
Pont-Aven) finistere@
Côtes-d'Armor cotesdarmor@
[http://alternativelibertaire22.over-
blog.com/](http://alternativelibertaire22.over-
blog.com/)
Lorient lorient@

NORMANDIE

Rouen rouen@
Orne al61@

FRANCHE-COMTÉ

Besançon besancon@

SUD-OUEST

Lot-et-Garonne/Gers
AL, 148, rue Gérard-Duvergé,
47000 Agen (agen@ et auch@)
Toulouse et Albi Le Coquelicot,
BP 4078, 31029 Toulouse cedex 4
(toulouse@ et albi@)
Pau pau@

RHÔNES-ALPES

Lyon, Haute-Savoie
AL, 4, rue Bodin, 69001 Lyon
lyon@ <http://aLyon.free.fr/>
et haute-savoie@

MIDI

Marseille et Aix-en-Provence
AL c/o Mille Bâbords, 61, rue Consolat,
13001 Marseille.
Permanence tous les 2^e lundi du mois, de
17h à 19h.
(marseille@ et aix@)
Vaucluse AL Le Logis-Neuf, Chemin de la
Coquillade, 84400 Gargas
Ales, Montpellier
ales@ et montpellier@

NORD

Lille AL c/o CCL, 4, rue de Colmar, 59000
Lille (lille@)

CENTRE-LOIRE

Angers AL c/o L'Étincelle, 26, rue Maillé
49100 Angers
angers@
<http://libertaires49.over-blog.com/>
Nantes nantes@
Orléans, Tours, Vendôme : orleans@,
tours@, vendome@
Poitiers poitiers@

LORRAINE, ALSACE, CHAMPAGNE

Épinal epinal@
Strasbourg et Mulhouse mulhouse@ et
strasbourg@
<http://mapage.noos.fr/alalsace/>

Nancy, Metz nancy@
Reims reims@

GUYANE, COLONIE FRANÇAISE

Cayenne et Macouria
AL, c/o L'Agouti libéré, Pointe Maripa, PK
35, Route de l'Est, 97311 Roura (guyane@)

AUVERGNE ET LIMOUSIN

Limoges limoges@
Aurillac aurillac@
Le Puy, Clermont-Ferrand lepu@

RÉGION PARISIENNE

AL, BP 295, 75921 Paris cedex 19
Paris-Nord-Est paris-nordest@
Paris-Sud paris-sud@
<http://aLParis.over-blog.com/>
Saint-Denis saint-denis@
Paris transport-communication
Seine-Saint-Denis AL, BP 181, 93511
Montreuil cedex (al93@)
<http://libertaires93.over-blog.com/>

Permanences à Paris, les mardis,
mercredis et vendredis de 17 h. à 20 h. au
92, rue d'Aubervilliers (métro Stalingrad
ou Riquet). Aux mêmes heures, au
09 50 23 19 36, pour le prix d'une
communication locale depuis un poste
fixe.

Développez des fronts anticapitalistes

Nous ne pouvons pas nous résigner à l'éparpillement actuel des forces anticapitalistes. Nous ne prétendons pas pouvoir regrouper tout le monde dans une maison commune : il existe des points de divergences idéologiques et stratégiques (place des élections pour changer la société, question de la prise du pouvoir,...) qui rendent difficile, peut être impossible, une telle entreprise.

Pourtant, il est possible d'imaginer des regroupements à la fois unitaires, pluralistes et respectueux de l'identité politique de chacun-e. Entre tout ou rien, nous pouvons faire le choix de l'unité. C'est dans ce sens que nous proposons partout à nos partenaires, mais aussi aux individus qui se reconnaissent dans une telle démarche, la construction de fronts anticapitalistes.

L'idée de front consiste à créer des cadres unitaires (collectifs, réseaux, coordinations, assemblées, peu importe la dénomination, il ne s'agit pas d'une marque déposée) dans les villes et les quartiers fédérant toutes celles et ceux qui veulent riposter globalement aux attaques de la droite et du Medef, qu'ils/elles soient organisés-e-s politiquement, syndicalement, ou pas, et qui souhaitent le faire sur une base anticapitaliste.

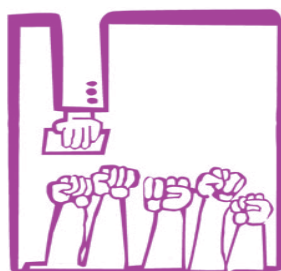
Organe de résistance, de soutien et de popularisation des luttes, le front anticapitaliste à vocation à se battre aussi pour une alternative anticapitaliste et, nous l'espérons, autogestionnaire à la société actuelle. Cela signifie que le front anticapitaliste est un lieu de débat visant à populariser des mesures d'urgence, mais aussi des mesures transitoires, notamment à partir d'actions de réquisition (de logements vides, d'entreprises qui licencient, qui ferment), de récupération et de redistribution des richesses. Il vise aussi à favoriser le développement de l'éducation populaire en réintroduisant la politique dans les quartiers. Agir de façon large et unitaire, sur cette base commune, c'est se donner

une force d'intervention bien supérieure à ce que peut faire chaque organisation individuelle-ment.

L'unité fait la force !

Les exemples concrets de ce que peut faire un regroupement des anticapitalistes, sont légions, la seule limite d'une telle intervention étant notre imagination : tracts et informations unitaires sur les attaques du pouvoir dans nos quartiers, organisation de débats, de cafés politiques, de projections de films et de documentaires, mise en place de soutiens scolaires alternatifs, de permanence politique, du développement de lieux de contre-culture...

Nous ne voyons pas dans des tels regroupements une fin en soi, mais une formule suffisamment souple pour faire vivre l'unité dans la diversité et le pluralisme avec toutes celles et ceux qui se battent contre l'oppression de classe, de genre et le racisme et militent pour l'émancipation sociale et politique. Il peut permettre de favoriser le développement de la conscience politique et de mobilisation de masse, ce qui est essentiel pour faire reculer la résignation ambiante qui conforte les bureaucraties politiques et syndicales, mais surtout la détermination du capital à continuer son offensive.



Il s'agit bien de construire une force extraparlamentaire qui se donne les moyens d'avoir une audience de masse et incarne d'autant plus une alternative anticapitaliste, révolutionnaire et autogestionnaire qu'elle s'appuie essentiellement sur des luttes et des contre-pouvoirs indépendants de l'Etat et du patronat.

Construire des contre-pouvoirs

La stratégie des contre-pouvoirs s'oppose à l'illusion d'une transformation du capitalisme, qui se dirigerait « en douceur » vers le socialisme. Elle s'oppose également à celle d'une prise de pouvoir par un parti prétendant « changer la société » en se substituant à l'action autonome des classes laborieuses.

La stratégie des contre-pouvoirs se démarque d'une vision romantique de la révolution, qui se limiterait à un moment où tout basculerait et où tout se réaliserait. Elle affirme que si les travailleuses et les travailleurs ne construisent pas dès maintenant, dans leurs luttes, des embryons de la société future, la réalisation du communisme au lendemain de la révolution sera d'autant plus problématique.

Pour développer des contre-pouvoirs, il faut s'affranchir de deux écueils. Primo, si les associations et les syndicats, restent isolées en défendant de façon parcellaire des revendications catégorielles, on se condamne à des luttes défensives qui ne changeront jamais fondamentalement la situation. Secundo, en se liant à un parti politique quel qu'il soit, le mouvement social est paralysé dès lors que celui-ci parvient au pouvoir. Et avec lui, c'est l'ensemble des classes dominées qui est paralysé, comme la France l'a expérimenté en 1981 et en 1997 avec le PS et le PCF au gouvernement. La stratégie de contre-pouvoir préserve l'indépendance de classe quelle que soit la couleur et la nature du gouvernement. Construire des contre-pouvoirs au sein du capitalisme, c'est certes imposer, par les luttes collectives, un rapport de force favorable aux classes dominées. Mais c'est aussi organiser de larges secteurs des classes dominées au sein d'associations et/ou de syndicats autogérés et porteurs d'un projet de transformation sociale.

Cette logique permet d'une part de donner un sens politique aux luttes quotidiennes, et d'autre part de reconstruire un rapport de force favorable. Elle favorise l'éclosion de multiples expérimentations alternatives, économiques, culturelles, sociales, la constitution de comités de quartiers capables d'esquisser une autre gestion politique à la base de la société... Cette stratégie permet aux classes dominées de se réapproprier leur propre identité de classe, leurs propres aspirations, leur propre culture.

Les contre-pouvoirs d'aujourd'hui permettent de préparer ce que toute période révolutionnaire connaît : le double pouvoir mettant en concurrence le pouvoir populaire et le pouvoir d'État. En se généralisant, à mesure que les conflits sociaux s'aiguisent, les contre-pouvoirs acquièrent une forte légitimité au sein de la société, jusqu'à incarner une alternative aux institutions capitalistes et permettre qu'elles se désagrègent.

S'informer et s'organiser pour être plus fort-e-s

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes **communistes libertaires**. Nous sommes actifs dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Présents dans les luttes de la jeunesse comme dans celles des salarié-e-s et des chômeuses/eurs, sur l'ensemble des fronts de résistance au capitalisme et d'offensive pour une société égalitaire et libertaire.

Pourquoi communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour un système économique reposant sur l'autogestion et un système politique de démocratie directe. Pour une production maîtrisée collectivement, motivée par les besoins des populations et non par la recherche du profit financier d'une minorité.

Et la révolution ?

On n'attend pas le Grand Soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

AL, COMMENT ÇA MARCHE ?

Le **Manifeste pour une alternative libertaire** est le ciment commun des militant-e-s d'AL. Ce texte de base, définit les grandes lignes de notre engagement, une stratégie de transformation de la société et un projet de réorganisation sociale. C'est le document dont la lecture et l'acceptation est un préalable pour nous rejoindre. Il est disponible en intégralité sur le site internet.

Nous fonctionnons de manière **fédéraliste**, c'est à dire par coordination des collectifs locaux (CAL). Il n'y a aucune "une direction centrale" qui dirigerait dans l'ombre. Des réunions fédérales et des congrès permettent de décider des objectifs politiques et des moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, un secrétariat fédéral en assure la mise en pratique. Par ailleurs, les militant-es d'AL s'investissent dans des branches (entreprises, jeunesse) et des commissions (anti-patriarcat, internationale, formation, écologie, libertés...) qui permettent d'échanger, d'affiner nos analyses, et de passer à l'action.

REJOIGNEZ NOUS !

Le **collectif, c'est la force**. S'il est important de pouvoir prendre conscience de la société dans laquelle nous vivons et des conséquences du système capitaliste et de domination des individus, nous pensons que seule l'action collective peut permettre une action et une transformation en profondeur.

Rejoindre AL, c'est renforcer le courant communiste libertaire, c'est se regrouper entre personnes d'accord sur un socle commun pour changer radicalement cette société. C'est aussi ne pas être isolé-e: la confrontation d'idée et l'élaboration politique permettent d'avoir une compréhension plus large des événements.

UN SOUTIEN : LES AMI-E-S D'AL

Les **Ami-e-s d'Alternative libertaire** soutiennent notre action sans toutefois adhérer à AL. Si vous ne pouvez ou souhaitez rejoindre AL, pour quelques raisons que ce soit, mais que vous souhaitez nous soutenir, n'hésitez pas à rejoindre les Ami-e-s d'Alternative libertaire. Les Ami-es d'AL, participent au financement de l'action d'AL et sont un soutien important pour une organisation qui ne vit que des cotisations de ses membres. Elles/ils reçoivent régulièrement une lettre des Ami-e-s qui les informe plus en détail sur notre activité et les invite à diverses occasions (congrès, débats/discussions internes à AL, stage d'été...).

Actualités des luttes, positions d'AL, newsletter, tracts, matériel militant... sur :

www.alternativelibertaire.org



Un journal mensuel

Chaque mois, retrouvez une expression et une analyse communiste libertaire de l'actualité et des mouvements sociaux. AL est disponible en kiosque.

Tous les points de vente sur : www.trouverlapresse.com



Alternative libertaire
BP 295
75921 Paris Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVP.

☐ Je m'abonne à **Alternative libertaire**

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM.....PRÉNOM.....
TÉL.....E-MAIL.....
ADRESSE.....

Prise de contact et abonnement

- ☐ Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel **AL**
- ☐ Je souhaite prendre contact avec **Alternative libertaire**
- ☐ Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
- ☐ Je souhaite adhérer à **Alternative libertaire**

Il est possible de nous contacter, de recevoir un exemplaire du journal ou de s'abonner par le site internet